



SOUDAN

L'OMS dénonce le massacre de plus de 460 personnes dans une maternité à El-Fasher

SÉNÉGAL

Le gouvernement promet une baisse des prix de l'électricité, du gaz et du carburant sans creuser la dette

BÉNIN

la Cour constitutionnelle confirme le rejet de la candidature de Renaud Agbodjo

TANZANIE

Violences post-électorales, couvre-feu et coupure d'internet à Dar es Salaam

GRAND FORMAT

*Cameroun -
Côte d'Ivoire*

DEUX SCRUTINS, DEUX DYNAMIQUES, UN MÊME DÉFI DÉMOCRATIQUE

SOMMAIRE

POLITIQUE

TANZANIE : VIOLENCES POST-ÉLECTORALES, COUVRE-FEU ET COUPURE D'INTERNET À DAR ES SALAAM	5
BÉNIN : LA COUR CONSTITUTIONNELLE CONFIRME LE REJET DE LA CANDIDATURE DE RENAUD AGBODJO	6
GABON : PROCÈS DES BONGO — SYLVIA ET NOUREDDIN ATTENDUS DEVANT LA COUR CRIMINELLE SPÉCIALE LE 10 NOVEMBRE	7
MADAGASCAR : L'EX-PRÉSIDENT ANDRY RAJOELINA OFFICIELLEMENT DÉCHU DE SA NATIONALITÉ MALGACHE	8
TCHAD : LES AVOCATS DE SUCCÈS MASRA DEMANDENT SA LIBÉRATION POUR RAISONS MÉDICALES	9

ÉCONOMIE

SÉNÉGAL : LE GOUVERNEMENT PROMET UNE BAISSE DES PRIX DE L'ÉLECTRICITÉ, DU GAZ ET DU CARBURANT SANS CREUSER LA DETTE	11
--	----

GRAND FORMAT

CAMEROUN – CÔTE D'IVOIRE

DEUX SCRUTINS, DEUX
DYNAMIQUES, UN MÊME DÉFI
DÉMOCRATIQUE



14 - 29

SOCIÉTÉ

SOUDAN : L'OMS DÉNONCE LE MASSACRE DE PLUS DE 460 PERSONNES DANS UNE MATERNITÉ À EL-FACHER	32
LIBYE : MÉDECINS SANS FRONTIÈRES CONTRAINTE DE QUITTER LE PAYS AVANT LE 9 NOVEMBRE	33
MAROC : APRÈS LES MANIFESTATIONS DU MOUVEMENT GENZ 212, LE GOUVERNEMENT ANNONCE LA POURSUITE DE 2 480 PERSONNES	34
MALI : LA JUNTE SUSPEND LES COURS DANS LES ÉCOLES ET UNIVERSITÉS PENDANT DEUX SEMAINES FACE À LA PÉNURIE DE CARBURANT	35

A black and white photograph of a man from the chest up. He is wearing a light-colored dress shirt, a dark patterned tie, and a dark suit jacket over a dark vest. He is holding a light-colored briefcase in his left hand. The background is slightly blurred.

POLITIQUE



En savoir plus : <https://www.yodan.ci/>

(+225) 07 89 27 11 40 / info@yodan.ci

Immeuble Juridis / Riviera Palmeraie route Y4 Abidjan , Abidjan , Côte d'Ivoire

Politique



TANZANIE : VIOLENCES POST-ÉLECTORALES, COUVRE-FEU ET COUPURE D'INTERNET À DAR ES SALAAM.

La Tanzanie traverse une grave crise post-électorale après les élections du 29 octobre, marquées par des violences à Dar es Salaam et dans plusieurs villes. Un couvre-feu a été instauré et l'accès à internet suspendu, alors que des sources diplomatiques évoquent plus d'une trentaine de morts. La présidente sortante Samia Suluhu Hassan, accusée de dérive autoritaire et de répression, fait face à une contestation croissante, notamment contre son fils Abdul Hassan, soupçonné de diriger une force parallèle. Les ONG dénoncent des disparitions forcées et des exécutions extrajudiciaires. Le principal parti d'opposition, Chadema, a boycotté le scrutin, estimant le processus verrouillé. Les résultats officiels sont attendus, mais la tension reste extrême dans tout le pays.

Lire plus :<https://hamanie.news/>

CENTRE MÉDICAL
PAUL LANGERHANS

SPÉCIALITÉS
DIABÈTE - TROUBLES MÉTABOLIQUES - NUTRITION CLINIQUE -
MÉDECINE GÉNÉRALE - GYNÉCOLOGIE - PÉDIATRIE-LABORATOIRE

CONTACTS

07 10 78 14 06 / 27 22 34 55 60 / CDNA.MEDICAL@GMAIL.COM

LOCALISATION

RIVIERA PALMERAIE, ROSIERS PROGRAMME 2, BARRIÈRE 2

Politique



BÉNIN : LA COUR CONSTITUTIONNELLE CONFIRME LE REJET DE LA CANDIDATURE DE RENAUD AGBODJO.

À six mois de la présidentielle d'avril 2026, la Cour constitutionnelle béninoise a confirmé le rejet définitif de la candidature de Me Renaud Agbodjo, représentant du parti d'opposition Les Démocrates, pour manque de parrainages. Cette décision prive le scrutin de la principale force d'opposition et renforce la position du camp présidentiel. Soutenu par Patrice Talon, le duo Romuald Wadagni – Mariam Chabi Talata apparaît désormais favori. Renaud Agbodjo a annoncé son retrait temporaire de la vie politique, tout en appelant ses partisans au calme. Un entretien Talon–Yayi a eu lieu pour tenter d'apaiser les tensions. Ce rejet ravive les critiques sur la fermeture du jeu politique. Beaucoup y voient un nouveau recul démocratique dans un pays autrefois cité comme modèle en Afrique de l'Ouest.

Lire plus :<https://hamanie.news/>



*la langue au service de
l'influence africaine*

En savoir plus :
<https://eclairconsulting.net/>
(+225) 27 22 20 41 68 | (+225) 07 87 59 89 97
info@eclairconsulting.net

Immeuble Juridis / Riviera
Palmerale route Y4 Abidjan ,
Abidjan , Côte d'Ivoire

Politique

GABON : PROCÈS DES BONGO – SYLVIA ET NOUREDDIN ATTENDUS DEVANT LA COUR CRIMINELLE SPÉCIALE LE 10 NOVEMBRE



L'ancienne première dame du Gabon, Sylvia Bongo Ondimba, et son fils Noureddin seront jugés à partir du 10 novembre devant la Cour criminelle spéciale de Libreville pour détournement de fonds publics et blanchiment de capitaux. Le parquet affirme que la procédure respecte la loi, malgré les accusations des avocats de la famille, qui dénoncent un procès « aux ordres » et annoncent l'absence de leurs clients. Le procès se tiendra par contumace, conformément au Code pénal gabonais. Cette affaire emblématique intervient dans un contexte de transition politique post-coup d'État. Elle symbolise la volonté du nouveau régime de rompre avec l'ancien clan Bongo.

Lire plus :<https://hamanie.news/>

Politique

MADAGASCAR : L'EX-PRÉSIDENT ANDRY RAJOELINA OFFICIELLEMENT DÉCHU DE SA NATIONALITÉ MALGACHE



Le gouvernement de transition a officiellement retiré la nationalité malgache à l'ancien président Andry Rajoelina, renversé le 14 octobre par un coup d'État militaire. Cette décision, fondée sur l'article 42 du Code de la nationalité, s'explique par son acquisition de la nationalité française en 2014. Le décret signé par le Premier ministre Herintsalama Rajaonarivelo a été publié au Journal officiel. Désormais inéligible, Rajoelina perd tout droit politique dans son pays. Exilé depuis sa chute, il dit craindre pour sa sécurité. Cette mesure marque la fin d'une ère et plonge Madagascar dans une transition politique incertaine.

Lire plus :<https://hamanie.news/>

Politique



TCHAD : LES AVOCATS DE SUCCÈS MASRA DEMANDENT SA LIBÉRATION POUR RAISONS MÉDICALES.

Les avocats de Succès Masra, ancien Premier ministre et figure de l'opposition tchadienne, ont demandé sa libération provisoire pour raisons médicales, ainsi qu'une autorisation de soins à l'étranger, restée sans réponse des autorités. Selon eux, Masra souffre de graves troubles respiratoires aggravés par des conditions de détention jugées inhumaines. Condamné à 20 ans de prison et 1 milliard de francs CFA de dommages et intérêts pour diffusion de messages haineux et complicité de meurtre, il reste incarcéré malgré les appels humanitaires. Le gouvernement assure qu'il reçoit un traitement adéquat. Cette situation soulève de fortes inquiétudes sur le respect des droits humains au Tchad. Ses défenseurs dénoncent un isolement qui met sa vie en danger. Plusieurs ONG internationales ont appelé à une intervention urgente pour garantir sa sécurité et sa santé. Le maintien de Masra en détention alimente également les tensions politiques dans le pays, déjà fragilisé par des crises successives.

Lire plus :<https://hamanie.news/>

ÉCONOMIE

The background image is a wide-angle aerial photograph of a bustling city at dusk or night. In the foreground, a complex multi-level highway interchange with glowing yellow lights is visible. To the left, several modern skyscrapers stand tall, their windows reflecting the surrounding lights. The city extends into the distance, with more buildings and greenery visible under a sky filled with soft, warm-colored clouds.

Economie

Sénégal : le gouvernement promet une baisse des prix de l'électricité, du gaz et du carburant sans creuser la dette.



Le gouvernement sénégalais prévoit de réduire les prix de l'électricité, du gaz et des carburants de 8 à 15 % pour alléger la facture des ménages et des entreprises, a annoncé le Premier ministre Ousmane Sonko le 27 octobre. Cette mesure intervient dans un contexte de forte dette publique et sous l'œil du FMI, actuellement en mission à Dakar pour évaluer la reprise de son programme de prêt. Le gouvernement doit concilier soutien au pouvoir d'achat et discipline fiscale, tandis que la dépendance aux importations d'hydrocarbures limite les marges de manœuvre. Des ajustements fiscaux et le règlement des dettes envers la Senelec sont envisagés pour rendre l'électricité plus accessible. La réussite de cette promesse reste fragile et surveillée de près par la population et le FMI.

Lire plus :<https://hamanie.news/>



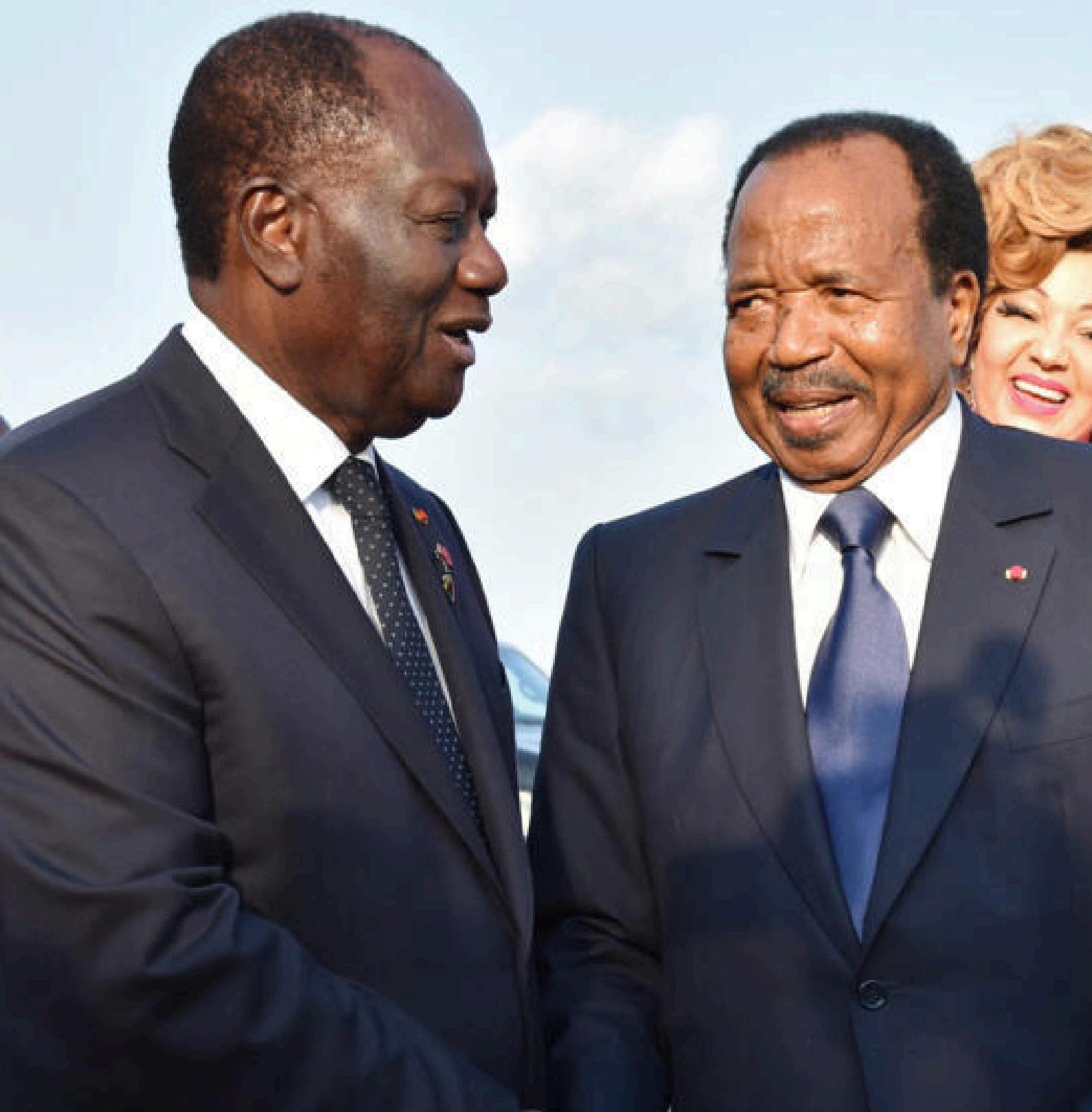
Un cabinet de conseil engagé
dans la transformation durable



En savoir plus : infos@athari-as.com

+2250759956898 / infos@athari-as.com

Côte d'Ivoire, Abidjan, Cocody, Angré Nouveau CHU



GRAND FORMAT

Cameroun – Côte d'Ivoire

**■ DEUX SCRUTINS, DEUX DYNAMIQUES, UN
MÊME DÉFI DÉMOCRATIQUE.**



Au Cameroun, la victoire proclamée de Paul Biya — à la tête du pays depuis plus de quarante ans — a agi comme une étincelle sur une poudrière politique. L'ancien ministre devenu opposant, Issa Tchiroma Bakary, a galvanisé une partie du Nord et de la jeunesse urbaine en se posant en alternative crédible à un régime essoufflé. Sa contestation des résultats a rallumé les braises d'un mécontentement profond : sentiment d'injustice électorale, épuisement face à la longévité du pouvoir, crise économique et répression systématique. En quelques heures, Douala, Garoua et Bafoussam sont devenues les épicentres d'une colère nationale.

À Abidjan, la scène est tout autre. Alassane Ouattara, réélu pour un quatrième mandat avec un score écrasant, a consolidé sa stature de garant de la stabilité ivoirienne. Pas de violence, pas de tumulte : la continuité semble rassurer les investisseurs et la communauté internationale. Mais derrière le calme apparent, une question lancinante resurgit : celle de la relève. Qui, demain, incarnera le renouveau politique d'un pays où le chef de l'État a bâti une stabilité réelle mais centralisée ? La lassitude silencieuse d'une partie de la population contraste avec la satisfaction affichée du camp présidentiel.

Ainsi, l'Afrique francophone observe deux visages du pouvoir. L'un tente d'éviter le chaos par la maîtrise, l'autre s'y enfonce faute d'avoir su se renouveler. Dans les deux cas, la tension est la même : comment continuer à gouverner dans des sociétés jeunes, connectées et de plus en plus impatientes ?

À travers ce dossier croisé, Hamaniè décrypte la mécanique du pouvoir, ses ressorts, ses fissures et ses limites. Car du Golfe de Guinée au bassin du Congo, c'est bien la même interrogation qui traverse les esprits : la stabilité africaine peut-elle encore se construire autour d'hommes providentiels ?

CÔTE D'IVOIRE : LA STABILITÉ PAR LA CONTINUITÉ ?



Résultats et atmosphère post-électorale



En Côte d'Ivoire, le verdict des urnes est tombé sans surprise : Alassane Ouattara remporte un nouveau mandat avec près de 90 % des suffrages exprimés, selon les chiffres officiels proclamés par la Commission Électorale Indépendante (CEI). Ce résultat, attendu, consacre la domination du Rassemblement des Houphouëtistes pour la Démocratie et la Paix (RHDP), solidement ancré dans l'appareil d'État et dans les institutions locales.

Face à cette machine politique bien huilée, l'opposition a semblé désunie et résignée. Les principales formations – le PDCI-RDA, le FPI et les nouvelles plateformes citoyennes – n'ont ni réussi à s'entendre sur un candidat commun, ni à mobiliser un électoral démotivé. Le scrutin s'est ainsi déroulé dans un climat d'ordre maîtrisé, sans heurts notables ni incidents majeurs, loin des tensions qu'avaient connues les précédentes échéances.

Mais cette sérénité apparente cache une fatigue démocratique : la participation, estimée autour de 50 %, révèle une population qui se détourne progressivement des urnes. Dans les grandes villes comme Abidjan, Bouaké ou San Pedro, de nombreux jeunes ont préféré vaquer à leurs activités plutôt que de voter, convaincus que le résultat était joué d'avance. Cette abstention, plus politique qu'indifférente, traduit à la fois la confiance d'une partie du pays dans la stabilité actuelle, et le désenchantement d'une autre, lassée d'un jeu électoral sans véritable suspense.

Ainsi, l'élection de 2025 consacre un pouvoir fort, mais interroge sur la vitalité du pluralisme politique et sur la capacité du régime à renouveler sa légitimité autrement que par la continuité.

L'environnement politique actuel

La victoire annoncée d'Alassane Ouattara s'inscrit dans la continuité d'un ordre politique désormais bien huilé. Le Rassemblement des Houphouëtistes pour la Démocratie et la Paix (RHDP) a perfectionné son architecture de pouvoir au fil des années : une implantation territoriale dense, une administration loyale, et une communication parfaitement contrôlée autour des thèmes de stabilité, de sécurité et de performance économique. La machine d'État et le parti se confondent presque, formant un ensemble discipliné qui donne à chaque scrutin une apparence d'inéluctabilité.

Mais derrière cette victoire sans suspense se cache un paradoxe démocratique. Le scrutin de 2025 a eu lieu dans un contexte à faible intensité compétitive, largement façonné par les exclusions préalables de deux figures majeures de la vie politique ivoirienne : Tidjane Thiam et Laurent Gbagbo. Le premier, ancien directeur général du Crédit Suisse et symbole d'un renouveau technocratique, a été écarté pour des raisons de nationalité controversées, après des semaines de débats houleux sur sa double appartenance ivoirienne et française. Le second, Laurent Gbagbo, ancien président, a vu sa candidature rejetée en raison de sa condamnation judiciaire antérieure, malgré un retour remarqué sur la scène politique. Ces deux absences ont profondément altéré le sens du scrutin.

Privée de ses figures historiques, l'opposition s'est retrouvée émiettée entre des candidatures secondaires, portées par des personnalités respectées mais au poids limité. Jean-Louis Billon, Simone Ehivet Gbagbo ou encore Ahoua Don Mello ont tenté d'incarner une alternative, sans parvenir à créer une dynamique collective. Dans le même temps, plusieurs manifestations appelant à une ouverture du jeu politique ont été interdites ou dispersées. Le 11 octobre 2025, plusieurs manifestants ont été arrêtés à Abidjan lors d'un rassemblement contre l'exclusion de certains candidats, illustrant la crispation du climat préélectoral.

Sur le plan strictement institutionnel, le scrutin s'est déroulé sans heurts majeurs, dans un cadre logistique maîtrisé et sans violences post-électorales, une situation qui contraste avec les crises passées. Mais cette apparente sérénité cache une fragilité de légitimité : quand la compétition politique est réduite, la victoire perd une partie de sa valeur symbolique. Les observateurs soulignent que l'enjeu n'était plus tant de gagner que de gérer une victoire annoncée. La timide participation témoigne de ce désintérêt croissant, notamment parmi les jeunes et les classes moyennes urbaines, plus enclines à l'abstention qu'à la contestation.

L'autre question, plus silencieuse mais tout aussi cruciale, est celle du renouvellement du pouvoir. À 83 ans, Alassane Ouattara conserve une autorité intacte, mais la perspective de l'après-Ouattara hante déjà les couloirs du parti et les milieux économiques. Le président lui-même, soucieux de ne pas ouvrir prématurément le débat sur sa succession, entretient le flou. Pourtant, la stabilité ivoirienne, saluée par les investisseurs et les institutions internationales, repose largement sur sa figure et sur la confiance qu'il inspire. Or, un système qui se définit par son centre finit toujours par se heurter à sa propre limite : celle du temps.

Cette victoire, éclatante dans les chiffres, apparaît donc à double tranchant. Elle confirme la solidité du modèle ivoirien mais met aussi en lumière ses zones d'ombre : une démocratie qui fonctionne sans réel affrontement d'idées, un électoral qui se détourne du vote, et une relève politique encore embryonnaire. Si le pays veut conserver son statut de modèle de stabilité régionale, il devra bientôt transformer cette victoire du pouvoir en victoire du système, c'est-à-dire en une capacité à se réinventer sans vaciller.



Les enjeux pour la suite

La réélection d'Alassane Ouattara ouvre une nouvelle séquence politique en Côte d'Ivoire, marquée par une triple exigence : préserver la croissance, accompagner la transition générationnelle et reconnecter le pouvoir avec la jeunesse. Mais ces priorités ne relèvent pas du seul chef de l'État. Elles impliquent aussi la recomposition du champ politique, la maturité du secteur privé, la vitalité de la société civile et la cohésion du tissu national.

C'est de cet équilibre à plusieurs pôles que dépendra désormais la durabilité du modèle ivoirien.

Une stabilité à consolider économiquement

Sur le plan macroéconomique, la Côte d'Ivoire reste un modèle régional : une croissance moyenne supérieure à 6 %, une inflation maîtrisée et une attractivité soutenue pour les investisseurs. Les chantiers d'infrastructures — routes, zones industrielles, énergie — traduisent la poursuite d'une stratégie d'émergence inscrite depuis plus d'une décennie.

Mais derrière cette solidité statistique se profilent trois fragilités : la dépendance aux matières premières, la précarité urbaine et la faiblesse de la redistribution. L'économie ivoirienne reste vulnérable aux chocs extérieurs — prix du cacao, fluctuations pétrolières, climat international — et peine à absorber une main-d'œuvre jeune, massivement informelle.

Le défi à venir sera donc de passer d'une croissance d'investissement à une croissance d'inclusion, où le secteur privé local, les PME et les filières agricoles régionales deviennent des leviers de prospérité partagée. Cela suppose une coopération renforcée entre l'État, les collectivités et le patronat national — le tout dans un climat social apaisé. Le succès ou l'échec de cette équation dépendra autant des politiques publiques que de la capacité du secteur productif à moderniser son modèle.

Le test de la transition génératiⁿnelle

La question de la succession n'est pas qu'une affaire de parti. Elle renvoie à un problème de renouvellement institutionnel global.

Le défi du prochain cycle politique sera donc de reconstruire la compétition démocratique. La vitalité d'un régime se mesure aussi à la force de son opposition, à la capacité de ses institutions à arbitrer le pluralisme, et à la place donnée aux corps intermédiaires.

La stabilité ivoirienne ne sera durable que si la diversité politique retrouve des espaces de respiration : à l'Assemblée nationale, dans les médias, dans les syndicats et jusque dans les universités.

Une jeunesse à reconquérir

Le principal risque politique n'est pas la contestation violente, mais le désengagement silencieux. Dans les grandes villes, une partie de la jeunesse ne croit plus à la promesse de l'État, ni à celle des partis. Elle s'informe en ligne, s'organise en réseaux, crée ses propres micro-entreprises, ou rêve d'Europe. Cette distance croissante entre générations politisées et générations connectées traduit une crise plus large : celle de la représentation sociale.

Pour inverser cette tendance, la réponse devra dépasser les programmes d'emploi symboliques. Il s'agit de bâtir un nouveau contrat social entre l'État et sa jeunesse — un pacte fondé sur la transparence, l'équité et la mobilité. La jeunesse ivoirienne ne demande pas d'assistanat ; elle attend un cadre, des règles et un horizon crédible. L'ouverture de l'espace civique, le renforcement des institutions locales, et l'intégration des jeunes dans la gouvernance locale seront les marqueurs clés du quinquennat.



Une société en mutation

Au-delà du jeu politique, la société ivoirienne elle-même entre dans une phase de recomposition profonde. L'urbanisation accélérée, l'essor des classes moyennes, la montée des femmes dans la sphère économique et la transformation religieuse du pays redessinent le rapport au pouvoir.

Les Églises, les confréries musulmanes, les associations de jeunesse et les diasporas jouent un rôle de plus en plus structurant dans la cohésion nationale. Elles deviennent, de fait, des acteurs de stabilisation ou de tension selon qu'elles se sentent incluses ou marginalisées.

Des institutions à réanimer dans la confiance

Enfin, l'un des enjeux majeurs sera institutionnel. La Commission électorale indépendante (CEI), la justice, les médias publics et la Haute autorité pour la bonne gouvernance devront renforcer leur indépendance perçue. Le prochain cycle électoral, prévu pour les législatives et municipales, sera un test crucial : la consolidation démocratique ivoirienne ne se jouera pas seulement à la présidence, mais dans la capacité de l'ensemble du système à inspirer confiance.

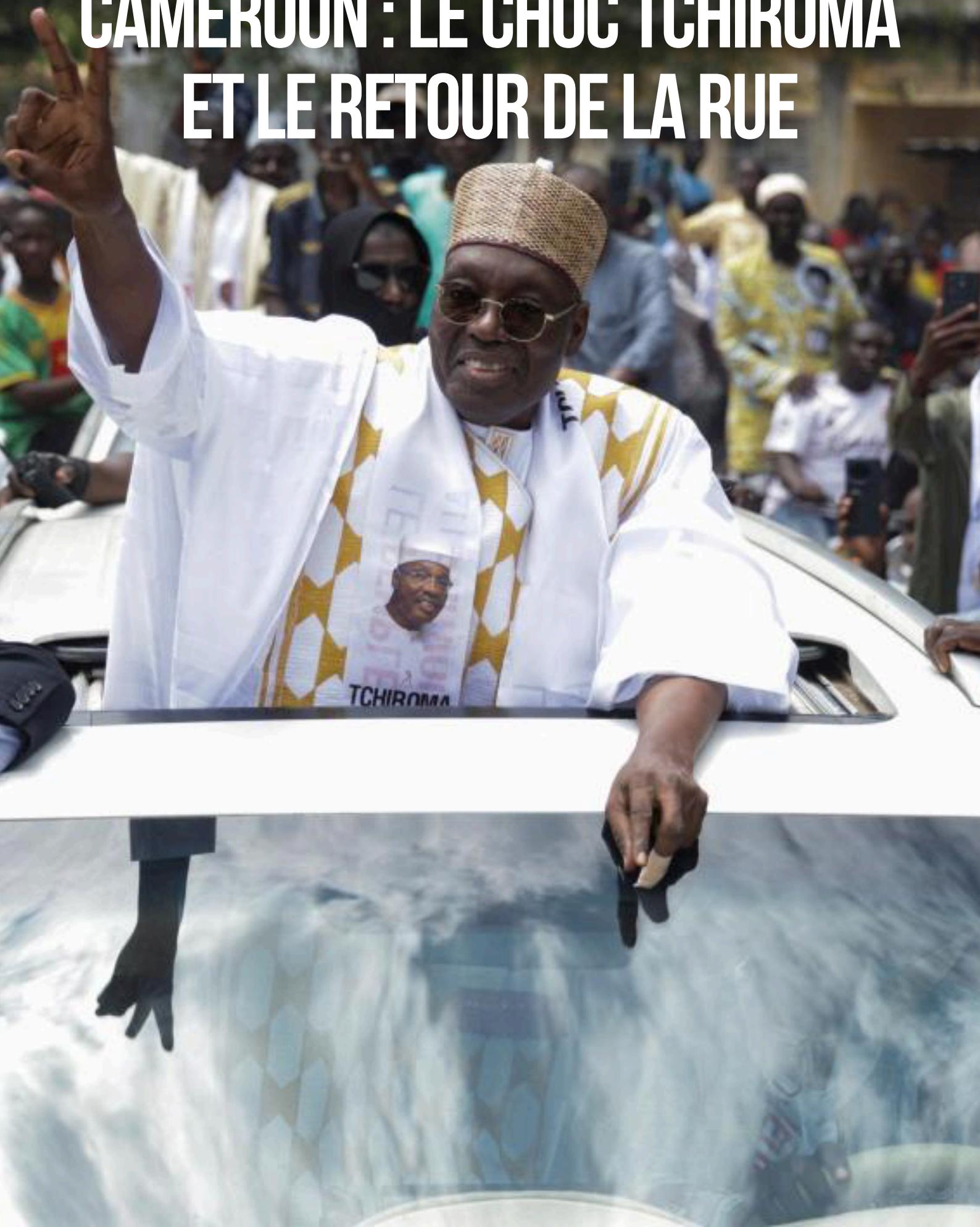
Une équation à plusieurs variables

Le quatrième mandat d'Alassane Ouattara ouvre un chapitre charnière. Son issue ne dépendra pas uniquement de sa volonté politique, mais de la maturité collective des institutions, de la résilience économique, de la créativité sociale et du sens du compromis des élites.

La Côte d'Ivoire, à la différence d'autres pays de la région, dispose des fondations nécessaires pour réussir cette transition. Encore faut-il que la stabilité ne se transforme pas en immobilisme, et que la prospérité ne reste pas un privilège d'initiés. En définitive, la question ivoirienne n'est plus : "le pays est-il stable ?", mais bien "quelle stabilité voulons-nous, et pour qui ?".



CAMEROUN : LE CHOC TCHIROMA ET LE RETOUR DE LA RUE



Résultats officiels et rejet populaire



Après plus de quatre décennies au pouvoir, Paul Biya a été proclamé vainqueur de l'élection présidentielle du 12 octobre 2025, avec 53,66 % des suffrages, selon les chiffres officiels du Conseil constitutionnel. À 92 ans, l'homme fort de Yaoundé signe ainsi un nouveau mandat, dans un climat politique déjà sous tension. La participation, estimée à près de 58 %, reflète une mobilisation modérée, mais suffisante pour donner au scrutin une apparence de légitimité.

Dès l'annonce des résultats, l'opposition conduite par Issa Tchiroma Bakary a rejeté en bloc le verdict. Ancien ministre et figure du régime, devenu dissident, Tchiroma affirme détenir des procès-verbaux de terrain attestant d'une victoire en sa faveur, qu'il évalue entre 54 et 55 % des voix. Il dénonce une "confiscation électorale" et accuse les autorités d'avoir "détourné la volonté populaire par les mécanismes mêmes de l'État".

Dans une déclaration relayée sur les réseaux sociaux avant la coupure d'internet, il a appelé à la "vérité des urnes" et annoncé qu'il ne reconnaîtrait pas les résultats proclamés. Cet appel, lancé dans un pays habitué à la résignation post-électorale, a eu l'effet d'une déflagration.

Dès le lendemain, des manifestations massives ont éclaté à Douala, Garoua, Bafoussam et Yaoundé, rassemblant des milliers de Camerounais exigeant la transparence. La répression a été immédiate : affrontements violents avec les forces de l'ordre, tirs de gaz lacrymogènes, arrestations de dizaines de militants.

Le gouvernement a riposté en suspendant temporairement l'accès à Internet, invoquant la nécessité de "préserver la stabilité nationale", tandis que les médias d'État minimisaient les incidents. Des organisations locales de défense des droits humains ont, de leur côté, dénoncé "un verrouillage total du débat public".

Ainsi, le Cameroun se retrouve au bord d'un nouveau cycle de crispation.

D'un côté, un régime qui continue de se réclamer des urnes pour légitimer sa longévité.

De l'autre, une opposition galvanisée, convaincue que la forme même du processus électoral — du découpage administratif au dépouillement — a vidé le scrutin de sa substance démocratique.

Entre ces deux visions du pouvoir, c'est la confiance citoyenne qui s'effrite, et avec elle, la promesse d'un renouvellement politique que beaucoup espéraient voir naître de ce scrutin.

Le rôle pivot d'Issa Tchiroma Bakary

Pendant longtemps, Issa Tchiroma Bakary a été l'un des visages les plus familiers du pouvoir camerounais. Porte-parole du gouvernement, ministre de la Communication, puis de l'Emploi et de la Formation professionnelle, il a été de toutes les configurations politiques du régime Biya, traversant les décennies avec l'aisance d'un vétéran de la scène politique nationale. Mais derrière la loyauté apparente, se cachait un homme marqué par un parcours singulier : ancien prisonnier politique, incarcéré après le coup d'État manqué de 1984, il avait purgé plusieurs années de détention avant d'être réhabilité et de réintégrer progressivement les arcanes du pouvoir.

C'est donc avec un certain poids symbolique que sa rupture, en juin 2025, a retenti comme un séisme. L'homme qui avait défendu Paul Biya face aux critiques internationales, parfois jusqu'à l'excès, a soudain tourné la page. Sa démission du gouvernement, suivie de l'annonce de sa candidature à la présidentielle, a bouleversé les équilibres politiques.

Dans un pays où la politique reste souvent perçue comme un affrontement générationnel et régional, Tchiroma a réussi à cristalliser le mécontentement du Nord et d'une partie de la jeunesse. À Garoua, sa ville natale, mais aussi à Maroua et Ngaoundéré, ses meetings ont réuni des foules rarement vues depuis la fin des années 1990. Son discours, mélange de patriotisme, de repentance et de promesse de rupture, a touché un électorat longtemps fidèle au RDPC. Il reconnaissait ses années de compromission, mais les présentait comme une expérience utile pour « corriger de l'intérieur » un système devenu, selon lui, « prisonnier de sa propre inertie ».

Son positionnement politique, à la croisée des mondes, lui a donné une crédibilité singulière. Aux yeux des jeunes citadins et des classes moyennes, il incarne la possibilité d'un changement pacifique, fondé sur l'expérience et non sur la confrontation. Aux yeux des anciens, il demeure un homme du Nord, patriote et loyal à l'unité du pays. Cette double image, à la fois insider et dissident, a profondément bousculé la campagne, redéfinissant la ligne de fracture politique : ce n'est plus seulement le duel entre le régime et une opposition marginalisée, mais entre deux légitimités — celle du pouvoir historique et celle du renouveau venu de ses propres rangs.



Dans les jours suivant la proclamation des résultats, Tchiroma a revendiqué la victoire, affirmant détenir les preuves d'un scrutin inversé. Il a appelé à la « vérité des urnes » et invité ses partisans à rester « debout, pacifiques mais déterminés ». Depuis, son nom est devenu un symbole dans les quartiers populaires de Garoua et Douala, où la jeunesse scande déjà : « Tchiroma, le retour de la parole ». Qu'on le voie en sauveur ou en opportuniste, une chose est sûre : son irruption a rouvert un espace politique que le Cameroun croyait clos depuis des décennies.

Le pays en crise



Au lendemain de la proclamation des résultats, le Cameroun a sombré dans la crise. Dans les grandes villes, des milliers de manifestants sont descendus dans les rues pour dénoncer ce qu'ils qualifient de "hold-up électoral". Les rassemblements, d'abord spontanés et pacifiques, ont rapidement tourné à l'affrontement avec les forces de sécurité.

Le gouvernement a réagi par une répression d'une rare intensité. À Douala et Garoua, les unités d'intervention ont été déployées en masse. Plusieurs arrestations ont été signalées, y compris parmi des journalistes et des responsables locaux de l'opposition.

Internet a été perturbé dans le pays et des couvre-feux localisés ont été instaurés dans le Nord et dans les grandes villes, plongeant le pays dans un silence tendu.

La situation a aussitôt attiré l'attention internationale. Des appels à la retenue et à la médiation ont été lancés par les Nations Unies, l'Union africaine et plusieurs chancelleries occidentales. Mais Yaoundé reste sur la défensive : le régime rejette toute ingérence et accuse "certaines puissances" de chercher à déstabiliser le pays.

Au cœur de cette tourmente, l'armée apparaît une fois de plus comme l'ultime arbitre du jeu politique. Fidèle au président Biya depuis plus de quarante ans, elle semble pour l'heure maintenir son soutien. Dans les régions du Nord, des rumeurs de défections isolées ont été rapportées, sans confirmation officielle.

Le Cameroun vit désormais sous haute tension : un pays où la colère populaire rencontre la rigidité du pouvoir, et où l'avenir politique se joue, une fois encore, entre la rue, les casernes et le palais d'Etoudi.



L'AFRIQUE FACE À LA QUESTION DE LA RELÈVE





Résultats officiels et rejet populaire

Ces élections simultanées en Côte d'Ivoire et au Cameroun révèlent, au-delà de leurs différences, une même inquiétude : le blocage générationnel du pouvoir politique en Afrique.

D'Abidjan à Yaoundé, les dirigeants vieillissants continuent de tenir les rênes de pays jeunes, dynamiques, mais privés de figures de transition crédibles. C'est le paradoxe du continent : ceux qu'on appelait hier les pères de la stabilité deviennent aujourd'hui les otages de leur propre longévité politique.

En Côte d'Ivoire, Alassane Ouattara a bâti un État efficace, une administration performante et une économie en croissance. Mais l'horizon politique reste confisqué : les mêmes noms – Ouattara, Bédié, Gbagbo – ont dominé la scène pendant plus de trente ans.

Au Cameroun, la situation est encore plus figée. Paul Biya, au pouvoir depuis 1982, symbolise cette forme de continuité institutionnelle devenue immobilisme. Même la montée d'un Issa Tchiroma Bakary, ancien compagnon de route du régime, illustre la difficulté du renouvellement : le changement passe encore par des hommes issus du système qu'ils contestent.

Dans ces deux pays comme ailleurs, la jeunesse et les classes moyennes émergentes **réclament un autre rapport à la politique**. Plus horizontale, plus transparente, plus proche des réalités économiques. Elles rejettent la personnalisation du pouvoir et le culte du chef, et s'expriment désormais sur les réseaux sociaux, dans les associations ou l'entrepreneuriat, bien plus que dans les urnes.

C'est là que se situe le nouveau fossé africain : non plus entre Nord et Sud, francophones et anglophones, mais entre générations politiques – celles qui ont connu les indépendances et celles qui vivent la mondialisation numérique.

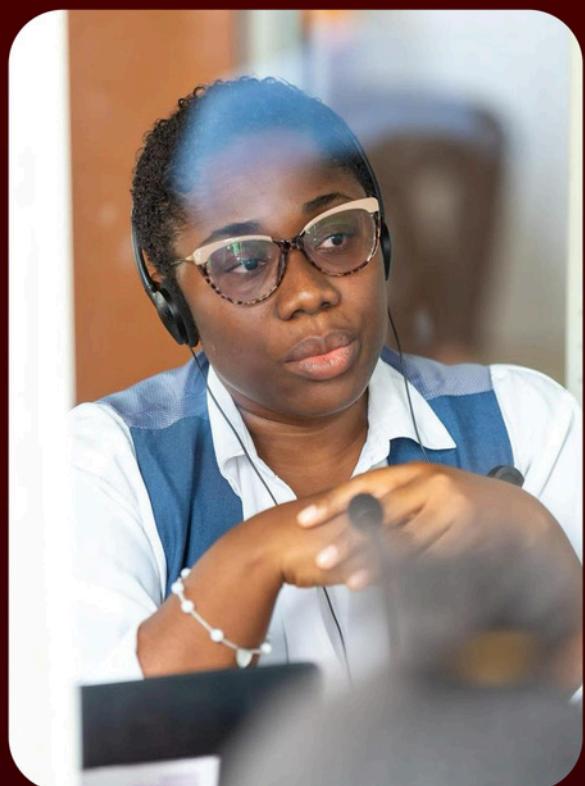
De cette fracture naît un syndrome du “successeur invisible” : le pouvoir se reproduit sans se transmettre. Les leaders en place repoussent l'échéance de leur succession, craignant que leur départ n'ouvre la porte à l'instabilité. Mais en différant le moment de la transition, ils rendent cette instabilité presque inévitable.

Le cas camerounais en est une démonstration brutale : faute d'avoir préparé une relève, le pays s'enfonce dans un vide politique que seule la force comble. À l'inverse, la Côte d'Ivoire, plus institutionnalisée, risque une érosion silencieuse de la légitimité si la question du renouvellement n'est pas posée avant qu'elle ne s'impose d'elle-même.

Le continent, qui comptera plus de 1,4 milliard d'habitants en 2030 dont 70 % auront moins de 30 ans (ONU, World Population Prospects 2024), ne peut indéfiniment se gouverner avec des logiques du XXe siècle.

Les élections de 2025, à Abidjan comme à Yaoundé, posent donc une même question : qui prépare demain ?





En savoir plus : <https://eclairconsulting.net/>

(+225) 27 22 20 41 68 | (+225) 07 87 59 89 97 / info@eclairconsulting.net
Immeuble Juridis / Riviera Palmeraie route Y4 Abidjan , Abidjan , Cote d'Ivoire

An aerial photograph showing a vast, sprawling settlement, likely a refugee camp or a rural town in a dry region. The area is filled with numerous small, simple houses, mostly with blue roofs and light-colored walls. The houses are arranged in long, narrow clusters, separated by dirt roads that风化成土路。The landscape is arid, with patches of dry vegetation and some larger trees scattered throughout the settlement.

SOCIÉTÉ

Société



Soudan : l'OMS dénonce le massacre de plus de 460 personnes dans une maternité à El-Fasher

Scène d'horreur au Soudan : plus de 460 personnes ont été massacrées à l'intérieur de la maternité saoudienne d'El-Fasher, dernier hôpital encore partiellement fonctionnel dans cette ville stratégique du Darfour. L'OMS dénonce une attaque « horrible » et réclame un cessez-le-feu immédiat, après l'enlèvement de soignants et la mort de patients, dont des enfants et des femmes.

Ce drame s'inscrit dans une guerre civile qui ravage le Soudan depuis plus de deux ans, alors que la famine, le choléra et la malnutrition déciment les populations. Le Darfour, désormais contrôlé par les Forces de soutien rapide, sombre de nouveau dans la violence ethnique et l'effondrement humanitaire.

Lire plus :<https://hamanie.news/>

Société

Libye : Médecins Sans Frontières contrainte de quitter le pays avant le 9 novembre



Les autorités libyennes ont ordonné à Médecins Sans Frontières (MSF) de quitter le pays avant le 9 novembre, une décision soudaine et sans explication officielle. Présente depuis des années, l'ONG dénonce une mesure « lourde de conséquences » pour les populations vulnérables, notamment les réfugiés et migrants qui dépendaient de ses soins médicaux.

Cette expulsion s'inscrit dans un climat de plus en plus hostile aux ONG, marqué par des restrictions administratives et une coopération accrue entre Tripoli et l'Union européenne sur la gestion migratoire. Le départ de MSF laisse un vide dramatique dans un pays déjà en proie à l'instabilité et à la crise humanitaire.

Lire plus :<https://hamanie.news/>

Société



Maroc : après les manifestations du mouvement GenZ 212, le gouvernement annonce la poursuite de 2 480 personnes

Les autorités marocaines ont engagé des poursuites contre 2 480 personnes, dont 1 448 placées en détention, à la suite des manifestations du collectif citoyen GenZ 212, né sur les réseaux sociaux. Ce mouvement, mené par une jeunesse connectée et revendicative, réclamait des réformes sociales profondes et une meilleure gouvernance.

Malgré des débuts pacifiques, plusieurs rassemblements ont tourné à l'affrontement, causant trois morts et des centaines d'arrestations. Tandis que le parquet assure le respect de la procédure, des ONG comme l'AMDH dénoncent des violations des droits. Le discours du roi Mohammed VI du 10 octobre a depuis contribué à calmer la situation, sans effacer le malaise social persistant.

Lire plus :<https://hamanie.news/>

Société



Mali : la junte suspend les cours dans les écoles et universités pendant deux semaines face à la pénurie de carburant

Le gouvernement de transition malien a suspendu toutes les activités scolaires et universitaires du 27 octobre au 9 novembre, en raison d'une pénurie de carburant provoquée par un blocus jihadiste. Les attaques menées par le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (JNIM) visent les camions-citernes en provenance du Sénégal et de la Côte d'Ivoire, paralysant transports et services publics.

Face à cette crise, Bamako a instauré un rationnement du carburant et réservé l'approvisionnement prioritaire aux véhicules de secours et services essentiels. Cette situation, qui s'ajoute à une insécurité persistante depuis plus d'une décennie, révèle la profonde fragilité du pays sur les plans économique et social.

Les ministères ont annoncé que les calendriers scolaires seront réaménagés pour compenser cette interruption, mais les élèves et étudiants risquent de subir un retard dans leur année académique. Les autorités appellent également à la vigilance et à limiter les déplacements afin de ne pas aggraver la crise.

Lire plus :<https://hamanie.news/>



Hamaniè

Contactez-nous

emmanuel.mian@mianmedia.com

(+33) 7 55 89 00 81

(+225) 07 08 734 964

Suivez nous sur :



Visitez le site internet
www.mianmedia.com